

## Rapport de mission - Mission effectuée en Afghanistan du 13 au 28 mars 2002

Martine Storti - Inspectrice générale de l'éducation nationale - 2 avril 2002

Denis Ballini - Chargé de mission à la délégation aux relations internationales et à la coopération

La mission que nous avons conduite en Afghanistan du 13 au 27 mars prolonge le travail entamé lors d'un premier séjour effectué du 8 au 25 janvier.

Elle s'inscrit dans le cadre de la mission confiée à Martine Storti en décembre par Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale, d'aide à la rescolarisation des élèves afghans.

Elle avait pour objets :

- l'examen de la mise en œuvre des projets déjà identifiés en janvier
- l'identification de nouveaux projets susceptibles d'être proposés au Sénat, aux collectivités territoriales, aux organisations enseignantes (syndicats, Ligue de l'enseignement, Solidarité laïque).
- L'établissement de contacts aidant à une opérationnalité rapide du futur chef de projet éducatif nommé par la France à Kaboul, Yves Gauffriau.

Nous nous sommes rendus successivement à Djalalabad, Mazâr-E-Charif, Pul-I-Khumri, Narhin et Kaboul.



---

### s o m m a i r e

#### personnes rencontrées et remerciements

Djalalabad

Mazar-e-charif

Pul-i-khumri

Narhin

Kaboul

[D'autres projets pour d'autres partenaires](#)

[Quelques suggestions à l'attention du chef de projet éducation](#)

[Quelques remarques relatives à l'action d'urgence](#)

## ↑ **Personnes rencontrées et remerciements**

Outre les équipes des établissements visités et les représentants des diverses ONG ou associations partenaires, nous avons rencontré le ministre de l'éducation, M.Rasul Amin (à l'occasion de la visite du ministre français des affaires étrangères), les directeurs provinciaux de Djalalabad et de Mazâr-E-Charif, les responsables UNICEF pour le secteur éducatif de Mazâr-E-Charif et de Kaboul, les responsables de l'institut pédagogique de Djalalabad.

Le programme a dû être en grande partie organisé sur place dans la mesure où les informations sur les divers déplacements possibles (avions de l'ONU, du CICR ou de l'UNICEF, accessibilité des axes routiers, ...) et sur les hébergements potentiels en dehors de Kaboul ne sont pas recensés et donc pas accessibles en un seul endroit. Il a donc fallu s'adapter aux possibilités offertes par des contacts préalables (MADERA, ACTED, équipes de journalistes, ...).

Nous remercions pour l'aide qu'ils nous ont apportée Chekeba Hachemi de l'association " Afghanistan Libre ", Chantal Véron de l'association " NEGAR ", Alain de Bures de l'association " MADERA ", Mireille Borne, Éric Leguen, Frédéric Roussel et Eshan Ahmad Zahin de l'ONG " ACTED " ainsi que Gabriel Buti, attaché culturel à l'ambassade de France à Islamabad.

## ↑ **DJALALABAD**

Beaucoup de monde sur la route, qui, traversant la zone tribale pachtoune, mène de Peshawar à la Khyber Pass, porte d'entrée de l'Afghanistan : voitures particulières, camions du programme alimentaire mondial chargés de sacs de blé et de farine, véhicules de la Croix-Rouge, 4X4 de l'ONU, et surtout les cars et camions bariolés débordant de réfugiés qui quittent le Pakistan pour retourner chez eux. Ils sont en effet plusieurs milliers à regagner chaque jour l'Afghanistan, par l'est dans ce cas, par l'ouest pour ceux qui viennent de l'Iran.

Rapides formalités de police et de douane à Torkham, et nous voilà en Afghanistan, d'abord sur une route de montagne, puis sur une route droite qui traverse des champs cultivés (blé, oliviers, eucalyptus, amandiers, pavot, ...), toujours encombrée de voitures, camions, cyclistes,

carrioles tirées par un âne ou un cheval, piétons... Aux traces d'anciens camps de réfugiés construits en pisé et abandonnés au fil des guerres successives depuis 1979, s'ajoute un grand camp de tentes qui héberge des personnes déplacées suite aux récents bombardements américains.

Notre passage à Djalalabad vise à examiner le projet proposé par l'association AFRANE d'agrandissement de l'école Esteqlâl, initialement créée par un enseignant afghan, M.Raonaq, projet qui s'inscrit dans un enjeu à la fois politique (élargissement des actions soutenues par la France à une zone pachtoune) et pédagogique (école où le français est enseigné).



L'école Esteqlâl accueille actuellement 555 élèves (dont 116 filles, uniquement en 1ère année), répartis en 13 classes (6 de 1ère année, 2 de 2ème, 2 de 3ème et 1 pour les 4ème, 5ème et 6ème). L'équipe pédagogique est constituée de 16 enseignants dont 3 femmes. Un seul professeur de français, dont une formation basique serait à assurer, permet l'enseignement du français à partir de la 4ème année à raison de 4h par semaine.

Les locaux de l'école (une maison louée), sont trop petits pour permettre le développement du cursus de douze années.

Des entretiens conduits avec les enseignants, avec le directeur provincial de l'éducation, M.Hadji Ghader et avec le responsable éducation de l'Unicef, il ressort que l'école Esteqlâl deviendra une école publique, gérée par le département provincial de l'Éducation. Ces nouveaux bâtiments seront construits, soit sur un terrain proposé par le directeur de l'éducation, soit sur l'emplacement de la partie détruite de l'institut pédagogique.

### **Cette seconde hypothèse présente de nombreux avantages :**

- agrandir les locaux de l'école Esteqlâl et ainsi lui permettre de comprendre le cursus complet d'enseignement (12 années) ;
- faire que cet établissement soit aussi une école d'application, à l'instar de ce qui se passe déjà dans l'institut pédagogique, c'est-à-dire un lieu d'enseignement pour les élèves et de formation pour les professeurs afghans.

Il pourrait être alors appuyé par les professeurs français (en activité ou retraités) envoyés en missions de courte durée, ainsi que par les enseignants français en poste aux lycées Malâlaï et Esteqlâl de Kaboul.

Ainsi, deux lieux de formation pourraient voir le jour en Afghanistan assez rapidement : l'un à Kaboul (autour du CEFA, centre d'enseignement français en Afghanistan créé par l'AEFE) l'autre à Djalalabad.

Il appartiendra au poste (conseiller de coopération et d'action culturelle et au chef de projet éducation) de piloter cette opération.

Pour sa part, le ministère de l'Éducation nationale s'engage à contribuer au financement de la réhabilitation et de l'équipement de l'établissement à hauteur de 40 000 euros en partenariat avec l'association " AFRANE " et avec l'ONG " MADERA ", opératrice pour les travaux.

La rencontre avec M. Hadji Ghader, directeur provincial de l'Éducation, a par ailleurs confirmé la très forte demande de scolarisation qui a nécessité l'ouverture de 30 nouvelles classes de 1<sup>ère</sup> année pour la seule ville de Djalalabad. Les effectifs dans les établissements et dans les classes sont très importants et les élèves viennent en deux ou trois vagues, ce qui signifie des heures d'enseignement réduites (pas plus de trois heures par jour).

Le directeur a également insisté sur l'urgence de la formation des enseignants et des aides internationales à apporter dans ce domaine. Lors de notre visite de l'institut pédagogique, cette demande a émané aussi des enseignants. Cet institut dont le fonctionnement a repris comprend 248 élèves-professeurs (dont 124 femmes) et 38 formateurs. L'école d'application comprend 3500 élèves (2000 garçons et 1500 filles). Aux besoins en formation s'ajoutent des demandes matérielles : mobiliers et fournitures scolaires, réhabilitation des locaux, notamment de l'internat (chambres, sanitaires, cuisine).

## ↑ MAZAR-E-CHARIF

L'ouverture d'un lycée Esteqlâl - projet porté par l'association " Solidarité Panshir " et par le directeur afghan Mohammad Babur du lycée Esteqlâl de Doushanbé (Tadjikistan) - a pris du retard pour différentes raisons (difficultés rencontrées par M. Babur pour revenir en Afghanistan, suivi insuffisant du dossier de la part de ses correspondants sur place auprès de la direction provinciale de l'éducation, changement du directeur en février sans transmission des dossiers de la part de son prédécesseur...)

L'attribution du local initialement prévu en janvier pour installer le futur lycée Esteqlâl n'a pu se concrétiser. En effet, pour permettre d'assurer la rentrée pour le maximum d'élèves, les locaux (en mauvais état et non réhabilités) sont affectés au lycée Kazi Hamid Adine, détruit, qui possède une équipe administrative et pédagogique et qui scolarise 1000 élèves.

Aucun engagement avec d'autres partenaires n'ayant été enregistré par la direction provinciale de l'éducation et par l'UNICEF, le directeur a noté avec satisfaction celui de la France. Le dossier en cours avec " Solidarité Panjshir " sera mis en œuvre en conséquence avec l'aide des représentants locaux de " ACTED ".

Compte tenu des coûts de construction constatés à Mazâr-E-Charif, très inférieurs à ceux pratiqués à Kaboul, il devrait être possible (avec un soutien du MEN à hauteur de 40 000 euros) d'assurer cette réhabilitation et celle nécessaire à l'installation du lycée Esteqlâl dans un local qu'il reste à identifier avec les autorités locales de l'éducation. Ce dossier devra être suivi par le chef de projet éducation.



Lors de l'entretien que nous avons eu avec lui, le nouveau directeur provincial a critiqué la qualité de certaines réhabilitations coordonnées par l'UNICEF, ce qui n'est guère étonnant vu l'absence de cahier des charges imposé aux ONG pour les travaux(\*). Il convient que les réhabilitations soutenues par la France aient un niveau d'exigence en conséquence (toit, huisserie, eau, électricité, toilette, mobilier, équipement).

Il a également demandé une aide pour la (re)scolarisation des filles qui passe selon lui par la construction d'établissements neufs qui leur seraient destinés et qui pourraient " être des établissements modèles au plan pédagogique ". Deux terrains sont déjà prêts à Mazâr-E-Charif pour répondre à cet objectif. Des propositions pourront être faites en conséquence auprès de collectivités territoriales cherchant à identifier des projets d'aide à l'Afghanistan.

## PUL-I-KHUMRI

C'est une grosse agglomération de 120 000 habitants qui héberge actuellement un nombre assez important de réfugiés ou de déplacés (entre 3000 et 8000 familles selon les diverses estimations, soit entre 15 000 et 40 000 habitants). Les besoins en réhabilitation d'écoles sont très importants avec une demande extrêmement forte de la part de la population.

Les établissements visités correspondaient à ceux pour lesquels l'ONG ACTED avait préparé des devis de réhabilitation, suite à des demandes faites lors de la mission de janvier.



### **Lycée de jeunes filles " Bibi Fatematuz Zahra "**

Plus de 3000 élèves y sont attendues avec un encadrement de 98 enseignants. Nécessité de fonctionner en triple flux, à cause du nombre insuffisant de salles disponibles.

Aux travaux de réhabilitation s'ajoute la nécessité de construire des classes supplémentaires compte tenu des effectifs, de multiplier le nombre des sanitaires et de contribuer à l'équipement.



### **Lycée " Number Awal " de garçons**

Il accueille 3000 élèves (et 600 élèves seraient déjà sur une liste supplémentaire montrant bien l'ampleur des besoins) avec un encadrement de seulement 55 enseignants, obligeant à fonctionner en triple flux. L'effectif moyen des classes est d'environ cinquante élèves.



Pour ces deux établissements, le financement pourrait être apporté par le sénat et les travaux réalisés par ACTED dans le cadre d'une convention entre ces deux partenaires.

### **↑ NARHIN**

Nous parlons dans ce rapport d'un Narhin qui n'existe plus, du moins pas tel que nous l'avons vu le mercredi 20 mars. En effet, le lundi 25 mars au soir, un tremblement de terre a frappé Nahrin et nous en avons ressenti l'onde à Kaboul, exactement à 19h30, pendant 3 ou 4 secondes. Un tremblement de terre qui a fait, chacun le sait maintenant, un millier de morts, plusieurs milliers de blessés et au moins 20000 personnes sans abri. Sans doute avons-nous vu vivants certains de ces morts et peut-être parmi eux certains de ces enfants rencontrés au hasard des écoles et des rues du village.

C'était quoi Nahrin ? Un gros bourg de 25 ou 30000 habitants, à 3 heures de piste de Pul-I-Khumbri, un bourg étalé dans la montagne sur plusieurs sites, situés non loin de la ligne de front lors de la guerre entre l'Alliance du nord et les Talibans.

Aller à Nahrin, c'était pour nous avoir un aperçu, même trop rapide, même trop partiel, de la manière dont la scolarisation se passait en zones rurales, et ainsi identifier des projets d'aide.

Nahrin, c'était 11 écoles, la plupart en très mauvais état, et avec des capacités d'accueil insuffisantes pour scolariser tous les élèves, garçons et filles, du



bourg. Du coup, les possibilités de scolarisation étaient surtout réduites pour les filles : une école prête à en accueillir 300 pas plus, de surcroît excentrée, une autre pour 150 élèves, dans une maison privée, là où avait été organisée sous les Talibans une école clandestine. 150 élèves venant par vagues de 50 élèves, dans une pièce exiguë qui ne devrait pas en contenir plus de 10.

D'où l'idée, ce jour-là, de trouver de quoi financer une nouvelle école pour les filles, au moins une. Idée évidemment aujourd'hui dépassée, assurément insuffisante, au regard des destructions provoquées par le tremblement de terre. Peut-être toutes les écoles de Nahrin sont-elles désormais à reconstruire...

Il conviendrait que la France y contribue. Sur les moyens actuellement disponibles du ministère de l'Éducation nationale, nous proposons que 50 000 euros y soient consacrés. A cet effort somme toute modeste, d'autres partenaires devraient s'associer. Les travaux pourraient être réalisés par l'ONG ACTED qui dispose d'équipes à Pul-I-Khumri et à Nahrin.

## ↑ KABOUL

La date du samedi 23 mars restera certainement comme celle d'un jour de joie dans l'histoire de l'Afghanistan du 21<sup>ème</sup> siècle. Ce jour-là en effet des centaines de milliers d'enfants, filles et garçons (un million et demi selon l'UNICEF et le gouvernement intérimaire) sont retournés à l'école avec une excitation et une joie manifestes que partageaient parents et enseignants. Ce fût la " journée nationale de l'Éducation " marquée dans de nombreuses écoles par des fêtes : chorales, danses, poésies ...

A Kaboul, contrairement à ce qui se passait en janvier dernier, de nombreuses enseignantes, et parfois même des mères, sont arrivées à l'école sans tchadri et en étaient manifestement fières et heureuses. Et tout cela, cette joie, ce plaisir, malgré des conditions matérielles très difficiles : écoles sans toit, écoles aux murs décrépis et parfois effondrés, écoles sans mobilier scolaire, ...

La campagne " Back to School " de l'UNICEF a cependant permis la distribution de fournitures scolaires (cahiers, crayons, règles, livres, ...), mais limitée aux seuls élèves du primaire (6 premières années).

Rappelons que dans ces locaux délabrés, souvent exigus, s'entassent des milliers d'élèves. Des établissements dans lesquels, en France, n'iraient pas plus de 200 élèves, en accueillent à Kaboul 2500 à 3000. Dès lors, dans presque tous les établissements, les élèves viendront par vagues de deux, souvent de trois. Dans ce cas, guère plus de 3h d'enseignement seront assurés quotidiennement pour chaque vague.

Mais ce jour du 23 mars, tout cela paraissait ne pas compter, comme ne comptaient pas cet hiver pour les cours de rattrapage scolaire le froid et l'humidité tant existe dans ce pays le désir d'éducation.

Aux lycées franco-afghans Esteqlâl (garçons) et Malalaï (filles), les travaux de réhabilitation sont en voie d'achèvement. Les trois chefs d'établissement français et les six enseignants ont pris leur fonction depuis plusieurs semaines. Par ailleurs, 115 enseignants afghans sont prévus pour 3500 élèves dans le premier établissement et 100 pour les 2500 élèves du second. La reprise de l'enseignement du français est prévue à trois niveaux (3<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> année).

Trois projets de réhabilitation et d'équipements d'écoles sont mis en œuvre par l'association NEGAR avec un soutien du ministère de

l'Education nationale (70 000 euros) et des syndicats d'enseignants

### **Ecole Wazir Akbar Khan (dans le quartier Parwan)**



Grâce au travail préparatoire réalisé par Chantal Véron et au cofinancement directement disponible de l'opération " Afghanistan : libérer le savoir ", les travaux sont en cours et devraient être terminés d'ici la mi-avril. La rentrée s'est effectuée au milieu du chantier de réhabilitation et a donné lieu à une très forte affluence. Par mesure de prudence et pour permettre un rythme plus élevé des travaux, il a été souhaité que les cours puissent être suspendus pour une dizaine de jours. Il semble que la volonté d'être à l'école ait été plus forte et que les cours continuent en utilisant un bâtiment sur les deux de l'école.

Les effectifs sont de 2000 élèves (dont 900 filles) avec un encadrement assuré par 80 enseignants (dont 60 femmes). Le fonctionnement s'effectue en triple flux.

### **Ecole Naswan**

Les travaux devraient commencer prochainement.

L'école accueille 2000 élèves, de la 1<sup>ère</sup> à la 9<sup>ème</sup> année.



### **Ecole Deh Kepak**

Les problèmes de coordination des réhabilitations entre le ministère afghan de l'éducation et l'UNICEF ont conduit à ce que la remise en état du lycée Dorkhanaï, pourtant actée par les deux parties et par l'association NEGAR, soit confiée à un autre partenaire capable d'intervenir immédiatement. Cela repose la question de la rapidité de la réponse en situation d'urgence et des procédures le permettant. Par ailleurs il



semble que le ministère afghan de l'éducation accorde des autorisations de travaux pour une même école à plusieurs associations ou ONG !



L'ampleur des établissements en attente de moyens pour être réhabilités a permis d'identifier rapidement une autre école dans un quartier populaire, l'école Deh Kepak, qui compte 3500 élèves (dont 2000 filles) avec un fonctionnement en triple flux. A noter que dans cet établissement, 1100 élèves sont scolarisés en 1ère année (équivalent du cours préparatoire) dont 800 filles âgées de 6 à 13 ans. L'organisation pédagogique de ces classes devrait permettre des regroupements d'âge pour aider, avec des cours de rattrapage pendant les périodes de congé, à ce que les plus " âgées " puissent avancer plus rapidement dans la scolarité avec la possibilité de sauter une classe. Il est important d'accompagner ce type d'expérience afin de pouvoir en tirer des enseignements permettant d'apporter des solutions plus globales à ce problème fondamental du rattrapage scolaire des filles interdites d'école sous les Talibans.

Aux projets détaillés ci-dessus s'en ajoutent deux autres, celui de la construction en cours d'un lycée de filles à Hannaba (vallée du Panjshir), projet porté par l'association " Afghanistan libre " et soutenu à hauteur de 50 000 euros par le MEN, et celui d'une école primaire à Istalif (plaine de Chamali), projet de l'association " Afghanistan Bretagne " (soutien de 50 000 euros par le MEN). Le temps nous manqué pour retourner dans ces deux lieux.

### D'autres projets pour d'autres partenaires

D'autres partenaires se sont déjà prononcés (collectivités territoriales, " Solidarité laïque " dans le cadre de l'opération d'aide à l'école afghane inscrite cette année comme thème de la " Quinzaine de l'école publique " menée par la Ligue de l'enseignement).

Des projets d'écoles rurales ont déjà été identifiés en liaison avec ACTED à Burka et Andarab dans la province de Baghlan, et dans des districts de la province de Maimanah. Des investigations devront être faites à Herat, Kandahar et Kunduz dès que les conditions le permettront.

Le coût moyen de construction d'un établissement scolaire de 12 classes en zone rurale est d'environ 30 000 euros (équipement compris) quand la construction est assurée localement avec du matériel fourni et des intéressements de la population sous forme de dotations en denrées et fournitures dans le cadre des opérations des organismes des Nations-Unies (salaires en " équivalent PAM ").

Ce parcours dans quelques villes ou campagnes afghanes nous a permis de prendre à nouveau la mesure de :

- La permanence des difficultés matérielles - mais comment pourrait-il en être autrement après seulement quelques semaines ? - en termes de locaux, d'équipements, de nourriture suffisante pour les enfants, de paiement des salaires des fonctionnaires en général et des enseignants en particulier.

Si un deuxième mois vient d'être payé pour ceux de Kaboul, il semble que rien n'ait été versé dans les autres régions traversées, sauf à Djalalabad grâce à un engagement du gouverneur, nous a-t-on dit. Les sommes payées, quand elles le sont, sont inférieures à 50 US\$,

auxquelles il faut rajouter quelques avantages sous forme de bons de nourriture. Les sommes avancées par les enseignants comme correspondant à un minimum vital sont d'environ 100 US\$ en province et 150 US\$ à Kaboul (forte augmentation des prix dûe à la présence internationale).

- La demande très forte d'éducation et l'urgence pour la communauté internationale d'y répondre de manière continue, en termes de réhabilitation, d'équipements, de constructions nouvelles, d'accompagnement pédagogique.

- Une attente explicite à l'égard de la France, en particulier dans le domaine de la formation des professeurs avec des demandes faites par les représentants de l'administration et par les enseignants eux-mêmes.

Il importe de monter des programmes de formation avec les instituts pédagogiques afghans et des IUFM français. Les lycées Esteqlâl et Malâlâï de Kaboul, le Centre pour l'Enseignement du Français en Afghanistan (CEFA) et les enseignants français qui y sont rattachés devraient pouvoir aussi jouer un rôle de formation et de documentation dans la capitale et dans les provinces.

Dans le domaine de la formation professionnelle, des propositions ont été faites par Alain De Bures, de l'ONG MADERA à propos de formations techniques et professionnelles agricoles. Elles devraient être formalisées rapidement afin de contacter le ministère de l'agriculture susceptible d'y apporter des réponses favorables, éventuellement sur des fonds de l'union européenne.

De nombreux projets privés se développent, tant à Kaboul qu'en province (Mazâr-E-Charif par exemple), de formations en langues (anglais de manière quasi exclusive) et à la bureautique. Il convient d'étudier la place que pourrait prendre l'enseignement technique public dans ces domaines.

## Quelques suggestions à l'attention du chef de projet Education

Il convient que le chef de projet éducation qui doit prendre ses fonctions au début du mois d'avril 2002 puisse avoir les moyens de suivre ces premières actions de réhabilitation d'écoles (en particulier dans les villes où des accords restent à finaliser avec les autorités) et d'être le relais pour les opérations financées par d'autres partenaires.

Pour que ces premières initiatives d'urgence puissent se prolonger dans le cadre d'une action plus globale et durable, il est important qu'il puisse disposer de la logistique et des moyens financiers et matériels adaptés (véhicule, moyens de se déplacer hors de Kaboul, téléphone satellitaire...).

Il aura par ailleurs la responsabilité de construire un éventuel futur projet permettant de préciser les possibles interventions d'experts et de partenaires français en liaison étroite avec les autorités afghanes en y inscrivant, entre autres, des priorités identifiées lors des de nos deux missions :

- restructuration des administrations centrale et locales avec les formations correspondantes afin d'aider à une véritable coordination des actions engagées pour la reconstruction du système éducatif en liaison avec les divers partenaires concernés (UNICEF, UNESCO, bailleurs de fonds, ONG, associations, ...)

- contribution à la formation initiale et continue des professeurs (programmes de formation organisés avec le ministère afghan de l'éducation, organisation de missions de courte durée, si possible dès l'été 2002, partenariat avec des IUFM etc.)

- définition de nouveaux curricula et développement des outils didactiques correspondants
- mise en place de structures de rattrapage scolaire, en particulier pour les jeunes filles n'ayant pu suivre de cycles normaux depuis plusieurs années
- formation professionnelle reliée à des activités économiques intégrées au plan de reconstruction du pays
- développement de l'enseignement du français avec la mise en réseau, à terme, des différents établissements scolaires réhabilités grâce à des aides françaises (nationales, locales, associatives...)
- collecte des renseignements sur les possibilités de déplacements (avion, route) et d'hébergement permettant de préparer les éventuelles missions d'experts dans de bonnes conditions.

## Quelques remarques relatives à l'action d'urgence

Cette mission confirme s'il en était encore besoin la nécessité d'inclure l'éducation dans l'action d'urgence et d'inventer un dispositif d'action et surtout des procédures de financement qui permettent effectivement des interventions rapides. Ce n'est pas le cas dans le système expérimental mis actuellement en place sous forme de subventions à des associations présentes sur le terrain. La lenteur et la sophistication du traitement des dossiers par les services administratifs ordinairement jamais sollicités pour des actions d'urgence empêchent les effets concrets. Si des fonds avaient été réellement disponibles dès le mois de janvier et attribués dès cette période aux partenaires associatifs concernés, la plupart des établissements auraient été réhabilités pour la rentrée scolaire. Ce qui n'est hélas pas le cas !

La structure porteuse de ce type d'actions doit avoir une souplesse de fonctionnement permettant une mise en route rapide avec la mise en place de la logistique adaptée. Le rattachement administratif doit être pensé en conséquence afin de préserver le caractère d'urgence (cellule directement rattachée au cabinet du ministre ? bureau spécifique d'un futur GIP chargé des actions de coopération et d'aide au développement ? structure para-associative sur le modèle des comités nordiques d'aide au développement ?).

Le nombre de personnes affectées à cette structure peut être assez réduit ( trois ou quatre personnes dont un secrétariat).

Les fonds affectés aux actions identifiées doivent pouvoir être disponibles dans des délais très courts et ne pas avoir à passer par une série de décisions administratives successives pour être activés. Des procédures de fonds d'urgence existent dans la comptabilité française et devraient donc pouvoir être mises en œuvre pour le fonctionnement de cette cellule spécifique. Il faudrait de plus pouvoir abonder ce fonds par des dotations venant de partenaires publics (collectivités territoriales en particulier) ou privés. Il pourrait être enfin intéressant d'associer et de responsabiliser toutes les structures nationales, régionales ou locales finançant des constructions d'établissements scolaires en instaurant une participation à ce fonds sous forme d'un pourcentage à déterminer .

---

(\*) - La même situation s'est produite au Kosovo lors des réhabilitations d'établissements scolaires effectuées en 1999 et 2000. Il semble que les leçons d'expériences antérieures ne soient pas vraiment tirées !